

*Rapport moral 2026  
de la Présidente  
Assemblée Générale du 06 juin 2026*

.....

*Nous traversons une période complexe marquée par de multiples inquiétudes : Paix menacée par les nombreux conflits mondiaux, crise climatique, crise démocratique, défiance envers les institutions, marchandisation des rapports humains, aggravation des inégalités et de la pauvreté, délitement du lien social, montée inquiétante de l'extrême droite aujourd'hui aux portes du pouvoir.*

*Autant de facteurs qui fragmentent notre société et fragilisent notre démocratie. Malgré ces constats préoccupants, la ligue de l'Enseignement, mouvement d'éducation populaire, entend plus que jamais poursuivre sa mission qui est celle d'être un rempart pour préserver l'édifice républicain avec le précieux concours de vous toutes et tous.*

*Aussi, à ce stade de mes propos, je tiens à adresser, au nom du Conseil d'administration, mes plus vifs remerciements aux salarié.e.s, à souligner le professionnalisme de chacun.e.s d'eux, tous secteurs et services confondus, et leur investissement au service de l'idéal qui nous anime. Je salue également l'engagement de notre Délégué général, Jean Luc Gadioux, qui est devenu le chef d'orchestre de cette belle équipe en juillet dernier. Je sais pouvoir compter sur chacun d'eux, individuellement et collectivement, sur leur volonté et leurs capacités à faire vivre nos valeurs au quotidien.*

*Chacun pourra mesurer l'ampleur de cet engagement dans le rapport d'activité qui va vous être présenté par Jean Luc Gadioux, et également en parcourant notre projet fédéral « **La fabrique du citoyen** » ; fruit d'une réflexion commune administrateurs, salariés, partenaires et membres de notre réseau.*

*A la fois exigeant, volontaire et ambitieux, ce projet fédéral constitue notre feuille de route pour les 5 années à venir.*

*Et, bien évidemment, rien ne serait possible sans le soutien financier des divers services de l'État, de la CAF, de la MSA, des Communautés d'agglomération et de communes, des collectivités territoriales et tout particulièrement du Conseil départemental, toujours présent à nos côtés. Avec vous tous, nous co-construisons les politiques publiques en gardant à l'esprit la notion de partenaires et non de prestataires. Qu'il me soit ici permis de vous remercier très sincèrement. Votre soutien est à la fois le signe de votre intérêt pour nos actions et au-delà de nous, pour l'Éducation populaire, pour les populations dans leur diversité, pour ces jeunes d'horizons variés auxquelles nous tentons d'insuffler ce **pouvoir d'agir** nécessaire à la construction d'une société meilleure.*

*Au regard du contexte sociétal actuel, nous avons besoin de l'engagement de chacun et chacune d'entre vous pour défendre les valeurs auxquelles, ici, nous sommes toutes et tous attachées.*

*Car aujourd'hui plus que jamais, **notre société a besoin d'éducation Populaire.***

*Alors, ensemble, mobilisons-nous !*

***Mobilisons-nous pour enseigner et promouvoir une laïcité humaniste et solidaire.** Seule la Laïcité peut cimenter l'unité d'une nation. L'oublier, c'est ouvrir le chemin à l'aventure, aux passions, aux révoltes, aux surenchères néfastes et mortifères. Protectrice de nos libertés, la laïcité doit être "l'école de l'intelligence" dont **Jean ROSTAND** disait qu'elle « **visé à former les esprits sans les conformer, les enrichir sans les endoctriner, les armer sans les enrôler et, ainsi, leur donner le meilleur de soi sans attendre ce salaire qu'est la ressemblance** ».*

*Je remercie nos amis et partenaires du CDAL (DDEN, FCPE et UNSA éducation et SE UNSA) avec lesquels chaque année, nous organisons des actions communes de sensibilisation à ce principe, pilier de notre pacte républicain.*

**Mobilisons-nous pour défendre l'école publique** gratuite, laïque, inclusive et émancipatrice bien fragilisée.

Fragilisée non seulement par le manque de moyens mais également par les offensives répétées des dirigeants de l'enseignement privé sous contrat qui sollicitent toujours davantage de fonds publics, soutenus dans leur démarche par les partis d'extrême droite.

Il est difficile d'admettre que ces établissements financés à 75 % par la puissance publique et des aides des collectivités dépassant souvent les préconisations de la loi Débré, s'affranchissent des dispositions imposées au public et entre autres, celle de l'accueil de tous les élèves quelle que soit leur situation personnelle. Les conséquences de cette absence de mixité dans ces établissements, Najat Vallaud Belkacem et François Dubet nous les ont clairement exposées lors de leur conférence l'an passé sur "Le ghetto scolaire pour en finir avec le séparatisme". **Ce séparatisme scolaire et social**, nous le dénonçons depuis des années car il mine profondément la **cohésion nationale**. Comment prétendre construire un destin commun lorsque les enfants grandissent séparés, ne fréquentent ni les mêmes écoles, ni les mêmes quartiers, ni les mêmes espaces de vie ? Comment apprendre à se comprendre si, dès l'enfance, la société organise des logiques de sélection, d'évitement social et favorise « l'entre-soi » ?

L'école publique n'est pas un service parmi d'autres. Elle est **un bien commun**. Elle est l'endroit où se construit la citoyenneté, où s'apprend la liberté de conscience, où se forge l'esprit critique, où se rencontrent des enfants d'origines sociales, culturelles et territoriales différentes, le lieu où l'on favorise une compréhension du monde, de la place que le citoyen y occupe et du rôle qu'il veut y jouer avec ses semblables.

Elle est l'un des derniers espaces où peut encore se vivre concrètement la promesse républicaine d'égalité.

La ligue de l'enseignement au sein du collectif pour la défense de l'école publique

*entend poursuivre ce combat avec force dans un plaidoyer portant sur la nécessité de contrôles de l'état tant en matière de pédagogie que de transparence budgétaire de ces établissements privés car aucun financement public ne doit contribuer à affaiblir l'école de la République.*

*Comme le rappelait Jean Jaurès : « **En aucune circonstance, la liberté de l'enseignement ne peut prévaloir sur l'enseignement de la Liberté.** »*

*L'école publique laïque, gratuite inclusive et émancipatrice doit redevenir la **priorité absolue de l'État.***

***Défendre l'école publique, c'est défendre la République elle-même.***

***Mobilisons-nous aussi pour défendre le secteur associatif***

*Malgré la mobilisation du 11 octobre sous le slogan « Ça ne tient plus ! » auquel bon nombre d'entre vous ont participé à Mont de Marsan, le secteur associatif, acteur économique et démocratique indispensable, est une nouvelle fois considéré comme une variable d'ajustement.*

*Représentant pourtant 3,5 % du PIB, il reste durement impacté par des coupes budgétaires décidées au mépris des 1,8 million de salarié.e.s et des 20 millions de bénévoles, de tous ces travailleurs de l'ombre , ouvriers de la cohésion sociale et du dynamisme local .*

*Les associations sont au cœur de nos vies, au cœur de nos quartiers, au cœur de notre société et répondent à un besoin d'intérêt général.*

*Elles donnent une voix à celles et ceux qui n'en ont pas, créent du lien dans un esprit de **cohésion et de fraternité**, permettent l'engagement citoyen, impulsent le **pouvoir d'agir** et, souvent, rendent possible l'impossible. Sans elles et ses bénévoles, la société ne serait pas le reflet d'aujourd'hui.*

*Notre tissu associatif auquel je vous sais toutes et tous très attachés mérite reconnaissance et respect.*

*Sherry Anderson affirmait à juste titre "Si le bénévolat n'est pas rémunéré, ce n'est pas parce qu'il ne coûte rien, c'est simplement parce qu'il n'a pas de prix."*

*Mobilisons-nous également pour la défense des libertés associatives qui connaissent un recul notoire causé souvent par une application inappropriée du Contrat d'Engagement Républicain. L'enquête publiée en février dernier par l'Observatoire des libertés associatives souligne l'émergence d'un impératif de neutralité du monde associatif ainsi qu'une injonction à la dépolitisation. Le but est de restreindre le rôle démocratique des associations, leur capacité d'interpellation et leur participation au débat public. Il en va de même pour la remise en cause régulière de **la liberté de création et de la diffusion artistique**. Les actualités, du moins celles diffusées par les médias libres et indépendants, illustrent les fréquentes atteintes portées à cette liberté fondamentale.*

*Et enfin, mobilisons-nous car notre Démocratie a besoin d'Education populaire.*

*Mobilisons-nous pour faire face à la montée de l'extrême droite qui progressivement brunit notre continent, cette Europe qui semble parfois avoir oublié son passé politique douloureux. Edgar Morin lui-même, cet infatigable arpenteur des chemins de l'espérance disparu la semaine dernière affirmait « **On ne peut penser l'avenir que si l'on a conscience du passé et de ce qui se passe dans le présent** ».*

*Laique et apaisante, la Ligue combat les thèses de l'extrême droite dont les projets politiques et sociétaux sont en tous points fondamentalement opposés aux valeurs portées depuis 160 ans par notre mouvement. Coordinateur départemental de "1001 territoires. Pour la Fraternité", dispositif réunissant 42 organisations nationales depuis novembre dernier, la ligue s'engage en valorisant et en fédérant les initiatives collectives basées sur la fraternité, la solidarité, la liberté de conscience et la cohésion sociale. En 6 mois, dans les Landes, 28*

*manifestations d'actions citoyennes et de rencontres diverses ont affichées la label "1001 territoires Pour la Fraternité". Je remercie toutes les associations présentes ici qui s'engagent à nos côtés dans cette démarche que nous poursuivrons dès la rentrée.*

*Nous devons continuer à mener cette **bataille culturelle et citoyenne** pour défendre nos valeurs communes. Contre les thèses extrémistes qui nourrissent la haine, la peur, l'ignorance, le rejet de l'autre et le mensonge, le développement d'une culture à l'esprit critique devient **un acte de résistance**.*

*Face à ce projet de fragmentation de la société, la ligue de l'enseignement mouvement humaniste, fidèle à son histoire, oppose le concept de "**Faire société**" et conjugue la force du commun, de la raison et de l'universel.*

*Nous devons combattre les périls identitaires par la voie de **l'humanisme et de l'universalisme** pour défendre notre République indivisible, laïque, démocratique et sociale chèrement conquise.*

*Voici les raisons pour lesquelles, aujourd'hui plus que jamais, **notre société et notre démocratie ont besoin d'Education populaire**.*

*Les crises que nous traversons et ce contexte politique nous oblige. Militants de l'éducation populaire, partenaires, élu.e.s, salarié.e.s, bénévoles, **mobilisons-nous et cheminons ensemble** en gardant confiance en l'avenir et en l'Humain, et par nos actions d'éducation populaire, essayons de donner aux citoyens légitiment inquiets et à notre jeunesse bien soucieuse le droit d'espérer si ce n'est en des jours heureux du moins en des temps meilleurs !*

*Je vous remercie de votre écoute attentionnée*

*Arlette Tapiou-Dangla*